

majorité des Canadiens, j'en suis sûr, estiment que notre pays a maintenant de plus en plus l'occasion de jouer un rôle utile dans ce domaine très important.

### LA DÉFENSE NATIONALE

#### LES ARMES NUCLÉAIRES—DÉCLARATION ATTRIBUÉE AU MINISTRE

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Jack McIntosh (Swift Current-Maple Creek):** Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question au ministre de la Défense nationale. Lors d'une entrevue donnée peu de temps après avoir été assermenté, le ministre actuel aurait déclaré qu'il s'attendait qu'une entente canado-américaine sur la garde et le contrôle des ogives nucléaires serait signée dans environ un mois, entente qui exige la ratification du Parlement, l'approbation du Congrès ainsi que les signatures des parties contractantes.

Par suite de cette déclaration, le ministre voudrait-il maintenant réfuter son assertion qui a induit en erreur la population canadienne et selon laquelle le gouvernement conservateur se serait engagé pleinement à munir ses escadrilles et ses missiles Bomarc d'ogives nucléaires.

**Des voix:** Règlement!

**M. l'Orateur:** L'honorable député poserait-il sa question?

**M. McIntosh:** Le ministre voudrait-il maintenant réfuter son affirmation antérieure, selon laquelle le Canada aurait pris un pareil engagement?

#### CHURCHILL (MAN.)—DÉCLARATION RELATIVE AU MAINTIEN DE LA BASE AÉRIENNE AMÉRICAINE

A l'appel de l'ordre du jour.

**L'hon. Paul Hellyer (ministre de la Défense nationale):** Monsieur l'Orateur, le député de Churchill a demandé, vendredi dernier, si l'annonce récente de la fermeture de la base de ravitaillement en carburant de l'aviation stratégique, à Frobisher Bay, aurait des répercussions sur le fonctionnement de la base de Fort Churchill.

En réponse à sa question, qu'il me soit permis de mentionner qu'un communiqué aux journaux a été publié le 15 mai 1963, avec l'autorisation du secrétaire d'État aux Affaires extérieures. On y donnait des détails indiquant que les avions de ravitaillement en carburant de l'armée de l'air américaine seraient retirés de Frobisher Bay et de Fort Churchill avec le 1<sup>er</sup> juillet 1963. Cette mesure est motivée par l'entrée en service de nouveaux avions-citernes à rayon d'action plus

[L'hon. M. Martin.]

long, qui rendent dorénavant inutiles les opérations de ravitaillement en carburant à partir de ces deux bases.

### LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

#### QUESTION AU SUJET DU DÉPÔT DES PRÉVISIONS DE DÉPENSES

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. T. S. Barnett (Comox-Alberni):** Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Finances. Pourrait-il informer la Chambre de ses intentions concernant le dépôt du budget principal des dépenses? Se propose-t-il aussi de présenter en même temps un budget supplémentaire?

**L'hon. Walter L. Gordon (ministre des Finances):** Monsieur l'Orateur, je ferai une déclaration à ce sujet un peu plus tard, après la clôture du débat sur l'Adresse en réponse au discours du trône.

#### DÉCLARATIONS DE M. L'ORATEUR EN FRANÇAIS ET EN ANGLAIS

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Harold E. Winch (Vancouver-Est):** Monsieur l'Orateur, je désire poser une question au premier ministre. Étant donné qu'il a exprimé le désir d'accélérer les travaux de la Chambre des communes afin de faciliter la marche des affaires de l'État, le premier ministre ne pourrait-il pas consulter l'Orateur de la Chambre afin de déterminer s'il est nécessaire que celui-ci répète en anglais ce qu'il dit en français, et vice versa, vu que nous disposons de l'interprétation simultanée?

**Le très hon. L. B. Pearson (premier ministre):** Monsieur l'Orateur, j'estime qu'il n'appartient qu'à vous de prendre une décision à cet égard; toutefois si vous voulez discuter de la question avec moi, je serai heureux de me rendre à votre désir.

(Texte)

### LES FINANCES

#### PRÊTS AUX MUNICIPALITÉS

A l'appel de l'ordre du jour.

**M. Heward Grafftey (Brome-Missisquoi):** Monsieur l'Orateur, puis-je poser une question au ministre de la Justice? Un ou plusieurs ministres du cabinet fédéral auraient-ils communiqué avec le premier ministre de la province de Québec, l'honorable M. Jean Lesage, avant de proposer que des prêts fédéraux soient accordés aux municipalités?

**L'hon. Lionel Chevrier (ministre de la Justice):** Monsieur l'Orateur, je ne suis au courant d'aucune communication du genre que mentionne l'honorable député.